

questions  
de communication

## Questions de communication

15 | 2009

Pathologies sociales de la communication

---

### L'analyse des livres politiques

Les présidentiables de 2007 face à l'exigence de proximité

*The Analysis of political Books*

*Presidential Hopeful (2007) facing the Necessity of « Proximity »*

**Christian Le Bart**

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/646>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.646

ISSN : 2259-8901

#### Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2009

Pagination : 323-344

ISBN : 978-2-86480-989-0

ISSN : 1633-5961

#### Référence électronique

Christian Le Bart, « L'analyse des livres politiques », *Questions de communication* [En ligne], 15 | 2009, mis en ligne le 01 août 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/646> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.646

---

Tous droits réservés

## > NOTES DE RECHERCHE

CHRISTIAN LE BART

Centre de recherches sur l'action politique en Europe, CNRS

Institut d'études politiques de Rennes

lbrt35@club-internet.fr

### L'ANALYSE DES LIVRES POLITIQUES. LES PRÉSIDENTIABLES DE 2007 FACE À L'EXIGENCE DE PROXIMITÉ

**Résumé.** — Cet article s'intéresse aux livres publiés par les trois principaux présidentiables de 2007, François Bayrou, Ségolène Royal, et Nicolas Sarkozy. Il tente, citations à l'appui, de distinguer entre ce qui relève des définitions les plus classiques du rôle présidentiel et ce qui témoigne d'une évolution. Sur le premier point, l'étude met l'accent sur la posture de surplomb qu'adoptent les candidats quand ils prétendent gouverner les mots et les choses. De même, les présentations de soi sont-elles classiquement orientées vers l'affirmation de personnalités stables et fortes. Sur le terrain des évolutions repérables, on observe une certaine concession à l'air du temps et à la symbolique de la proximité. C'est net dans le choix adopté par Ségolène Royal du livre-entretien, le discours se banalisant en simple conversation. C'est aussi le recours systématique à l'expertise de proximité, à travers la valorisation d'anecdotes de terrain.

**Mots clés.** — Présidentiable, proximité, livres politiques, élection présidentielle.

Les livres publiés par les professionnels de la politique souffrent d'un tel déficit de légitimité que même les chercheurs en sciences sociales semblent s'en méfier. Sans doute le champ politique et le champ littéraire n'ont-ils jamais été aussi nettement étanches l'un par rapport à l'autre, comme référés à deux grandeurs incommensurables. Ceux qui tentent de jouer sur les deux tableaux ont donc toutes les chances d'encourir la double sanction. Du point de vue littéraire, il est acquis que la prose des politiques est médiocre, elle pêche par excès de démonstrativité, quand la vraie littérature est, selon la formule de Roland Barthes, intransitive. Ainsi les critiques littéraires n'accordent-ils aucune attention aux livres politiques, ces derniers étant commentés par les journalistes politiques. Est-ce à dire que ces livres sont mieux accueillis dans le champ politique ? Rien n'est moins sûr : Les journalistes politiques tirent aujourd'hui leur légitimité de leur capacité à nourrir un regard distancié, critique, sur l'activité des professionnels de la politique. Il n'est pas question pour eux de se laisser enfermer dans le rôle du lecteur docile postulé au fil de ces ouvrages. Ainsi observe-t-on souvent un décalage entre d'un côté, des avant-propos qui en appellent au débat d'idées, à la suspension des querelles politiciennes, à la lecture constructive et sans *a priori*, et de l'autre, des réceptions journalistiques désenchantées traquant la stratégie de carrière et le coup politique le plus individuel. Doublement déconsidérés, les livres politiques retiennent également peu l'attention des chercheurs en sciences sociales et en science politique (Le Bart, 1998 ; Charbit, Olivera, 2008). On est évidemment en droit de considérer comme problématique ce glissement : il y a longtemps que les sciences sociales sont parvenues à démontrer que les objets sociaux les plus déconsidérés pouvaient être à l'origine des recherches les plus riches. Aussi s'efforcera-t-on, dans cet article, de plaider pour donner aux ouvrages politiques, le statut d'objets ou de matériaux intéressants, avant de tenter une analyse des ouvrages publiés par trois présidentiables en 2007.

## Plaidoyer pour l'analyse des livres politiques

Les livres politiques (au sens de livres écrits par des professionnels de la politique) constituent un matériau facile d'accès, peu coûteux, aisément stockable, bien plus en tous cas que les matériaux ordinairement utilisés par les chercheurs professionnels (entretiens, observation directe, enquêtes par questionnaires, archives...). On n'est pas loin de considérer que cet atout peut devenir un stigmate. Que peut nous apporter un matériau aussi ordinaire... ? La plus-value de connaissance que postulent les sciences sociales, n'est-elle pas fondée sur la prétention à faire parler un matériau inédit (archives vierges, enquête originale, entretiens réalisés par l'auteur etc.) ? De ce point de vue, les livres souffrent d'un fort handicap : on les voit s'empiler au rayon

livres politiques des librairies, on entend leurs auteurs sur les plateaux de télévision ou à la radio, on lit les journalistes politiques les ayant lus avant nous... Le chercheur qui s'appuie sur un tel matériau ne risque-t-il pas de se voir reprocher une certaine paresse ? La sociologie politique ne suppose-t-elle pas de précisément dépasser les objets politiques mis en scènes par les politiques pour aller traquer les coulisses, la réalité au-delà des discours, l'économie froide des pratiques sociales au-delà des récits mystificateurs ?

## Un outil pour l'analyse des formes de légitimation de soi

À cet argumentaire, on veut ici répondre en rappelant que l'originalité des sciences sociales est affaire de regard et non d'objet. Peut-on dire des choses originales à partir d'un matériau qui ne l'est pas ? De Roland Barthes aux *cultural studies*, toute une tradition de recherche plaide en ce sens. Et sur le terrain, en particulier des industries culturelles de masses, la preuve est faite depuis longtemps que s'il sait s'armer d'une problématique et d'une méthodologie originales, le chercheur peut voir le quotidien différemment. Ce qui suppose d'abord qu'il s'émancipe du contrat de lecture (ou plus généralement de communication), postulé par les productions médiatiques. Affirmons-le d'entrée de jeu : les livres politiques ne sauraient constituer pour le chercheur une simple source. Les Mémoires de Valéry Giscard d'Estaing apportent peut-être à la connaissance du septennat giscardien, lorsqu'y sont relatées, par exemple, les conditions concrètes d'une prise de décision, les rapports de force entre acteurs, les affinités entre personnalités... Mais, la vigilance est forcément de mise. Les historiens savent depuis longtemps à quel point il faut se méfier des récits et des analyses proposés *ex post* par les acteurs eux-mêmes, vainqueurs de l'Histoire souvent, engagés toujours, désintéressés jamais. Pour le président défait en 1981, la rédaction de Mémoires est évidemment d'abord un plaidoyer pour soi. Les informations contenues dans ce type d'ouvrage devront être soigneusement recoupées avec d'autres sources, plus distanciées, plus objectives (entretiens, archives, etc.). Le raisonnement vaut pour tous les livres publiés par des professionnels engagés dans le combat politique. Toujours, ils se donnent le bon rôle ; toujours, ils se sont heurtés à un milieu politique sectaire, à des hauts-fonctionnaires frileux, à une opinion publique conservatrice, à des adversaires impitoyables... La dimension de légitimation de soi est au principe même du passage à l'acte de publication. Ceci n'exclut pas, de la part des auteurs, la reconnaissance de maladresses ou d'erreurs d'appréciation, mais même ces erreurs visent à légitimer celui qui les a commises : il avait sous-estimé la mesquinerie de ses alliés, l'absence de scrupule de ses adversaires, l'inertie de la bureaucratie, le sectarisme des syndicats...

Quel intérêt alors pour la science politique et d'autres disciplines en sciences humaines et sociales ? Peut-on espérer dépasser ces faiblesses originelles pour appréhender, au-delà d'un point de vue lourdement intéressé, quelque réalité politique ? On ne peut répondre positivement à cette question qu'à condition de renverser le raisonnement et de faire objet avec ce qui, dans le raisonnement précédent, faisait écran. Les livres politiques ne nous disent au fond qu'une chose, mais elle est essentielle pour comprendre la vie politique aujourd'hui : ils nous disent comment des acteurs individuels engagés dans la carrière politique tentent de se forger une image, de capitaliser des légitimités, de se positionner dans le champ politique, d'exister aux yeux de l'opinion publique. La question n'est pas tant de savoir si ces textes disent vrai, s'ils sont une source fiable ; elle est plus fondamentalement d'observer en quoi ils participent d'une stratégie de positionnement individuel dans le champ politique. Ils sont donc à considérer comme des objets et non comme des sources. La posture de recherche pour laquelle on plaidera ne consistera pas à recouper les informations contenues dans ces livres avec d'autres sources pour savoir jusqu'à quel point ils disent vrai, mais d'observer en quoi ils ont pu apparaître à ceux à qui ils seront imputés (leurs auteurs donc), comme de bons moyen pour exister politiquement. Les livres politiques sont sans doute très inégalement visibles et politiquement efficaces, ne serait-ce qu'en raison de leur nombre. Mais tous sont produits pour l'être. En ce sens, tout livre politique témoigne de l'idée que son auteur se fait de la bonne stratégie de communication politique, c'est-à-dire de celle qui emprunte à la forme de légitimité la plus en phase avec la société à laquelle il s'adresse. Que l'on écrive pour raconter son action passée ou pour formuler un projet de société, on écrit toujours pour se légitimer soi-même, autrement dit pour se donner à voir comme conforme aux définitions dominantes (au moment où l'on s'exprime) de la légitimité politique et/ou sociale. Le livre politique est donc un matériau de premier ordre pour observer la façon dont se diffusent, se produisent et se reproduisent les représentations de la légitimité. Il est à même de nourrir une sociologie compréhensive des gouvernants : quelle image ont-ils de ce que l'opinion attend d'eux ? Sous quels traits estiment-ils pertinent d'apparaître pour gagner en légitimité ? On tient là un objet remarquable pour étudier ce qu'Erving Goffman appelait les stratégies de présentation de soi des acteurs (politiques). Ces stratégies témoignent directement des légitimités revendiquées par les politiques. En ce sens, si ces livres en disent assez peu sur ce que leurs auteurs ont vraiment fait, ou même sur ce qu'ils pensent vraiment, ils en disent beaucoup sur la façon dont ils souhaitent être perçus par leurs lecteurs, les journalistes, et finalement l'opinion publique.

Deux approches sont alors possibles, selon que l'on considère l'univers des légitimités accessibles aux politiques comme rigide ou comme souple. Dans le premier cas, on postule que tous les politiques sont obligés de faire avec

une ou plusieurs formes de légitimité sur lesquelles ils n'ont pas prise, parce qu'elles sont enracinées dans la société ; alors les livres politiques convergeront vers la célébration des mêmes « grandeurs » (Boltanski, Thévenot, 1991). Le chercheur traquera, d'un livre à l'autre, les invariants. Mais, il peut à l'inverse privilégier une approche moins structuraliste et plus respectueuse de la liberté stratégique des acteurs et observer la façon dont ceux-ci agencent des grandeurs différentes, importent en politique des grandeurs *a priori* extérieures au politique, voire bricolent, ou pourquoi pas inventent de nouvelles grandeurs. Ainsi pourra-t-on dessiner une cartographie des grandeurs ou des légitimités politiques, et les relier aux variables classiques que sont la position de l'auteur dans le champ politique, sa trajectoire, le type de rôle auquel il postule, son positionnement partisan, sa personnalité, etc. C'est cette démarche que l'on voudrait s'efforcer d'illustrer en s'intéressant à l'élection présidentielle de 2007. Et plus précisément aux stratégies de présentation de soi adoptées par François Bayrou, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal.

## L'exemple des présidentiables de 2007

Le matériau principal de ce travail sera constitué des livres publiés par les présidentiables de 2007 : *Ensemble* pour Nicolas Sarkozy (avril 2007), *Maintenant* pour Ségolène Royal (livre-entretien avec Marie-Françoise Colombani, mars 2007) et *Projet d'espoir* pour François Bayrou (mars 2007)<sup>1</sup>. D'entrée, on fera valoir que le sous-genre livre de présidentiable est particulièrement contraignant. Les façons de se légitimer en tant que postulant au rôle présidentiel sont forcément aussi rigides que ce dernier. Le rôle semble à ce niveau s'imposer à celui qui y postule. L'auteur semble bien peu maître de son texte. Publier n'est-il pas un passage obligé pour tout candidat ? On sait à quel point, en France, le rôle présidentiel est associé à la figure de l'écrivain que fut (ou qu'est supposé avoir été) le général de Gaulle. On sait aussi la coquetterie que mit François Mitterrand à se donner à voir comme écrivain, ou encore le complexe culturel que ressentait en cette matière Valéry Giscard d'Estaing (Le Bart, 1998). En 1995, Jacques Chirac, peu porté à l'écriture et/ou à la publication, se plia à l'exercice du passage à l'écrit, comme s'il s'agissait désormais d'une étape incontournable sur le chemin de l'Élysée. Lionel Jospin en fit de même en 2002<sup>2</sup>. On ne s'étonnera donc pas de constater que les trois présidentiables de 2007 aient chacun jugé nécessaire de démontrer, sur le papier et en devanture des librairies, leur capacité à être présidents.

---

<sup>1</sup> Dans la suite du texte, il sera fait référence à ces trois livres à partir des initiales de l'auteur et de la page. Exemple : SR59 pour S. Royal page 59.

<sup>2</sup> Avec respectivement, les publications suivantes : *La France pour tous* (1995) et *Le temps de répondre* (2002).

Les registres de présentation de soi (ou de légitimation de soi), mobilisables dans le contexte de l'élection présidentielle, peuvent sembler bien balisés. Le président n'est pas n'importe quel décideur ou n'importe quel élu du peuple. Il n'est pas non plus un simple premier ministre : il voit les choses d'en haut, en surplomb ; il règne presque autant qu'il gouverne, il rend compte à l'Histoire autant qu'aux électeurs<sup>3</sup>. Une telle pré-définition du rôle ne peut pas ne pas produire de conséquences sur le terrain des pratiques d'écriture. Ainsi tous les présidentiables mettent-ils en scène un « je » qui renvoie tout à la fois à une certaine conception du pouvoir, entre maîtrise des mots et maîtrise des choses ; à une certaine conception du savoir, universaliste et surplombant, à une certaine conception de la personne du chef d'État enfin, caractérisée par la solidité psychologique et la stabilité identitaire. Ce sont là les fondamentaux du rôle dont le présidentiable ne peut prendre le risque de s'émanciper. Il ne peut se légitimer en tant que présidentiable qu'en démontrant sa capacité à se conformer aux définitions les plus classiques du rôle présidentiel. Cette première grille de lecture, s'inscrivant dans la continuité présidentielle, sinon dans la longue durée du rôle de chef d'État en France, ne suffit pourtant pas. S'en contenter reviendrait à méconnaître une ligne de changement essentielle, la montée en puissance de la thématique de la proximité (Le Bart, Lefebvre, 2005). Même si les politiques ont toujours su à l'occasion jouer la carte de la proximité – que l'on pense aux voyages présidentiels (Mariot, 2006) –, on risquera l'hypothèse d'une mutation en profondeur de notre culture politique. Cette valorisation de la proximité, qui imprègne aussi bien les façons de penser l'action publique (police de proximité, justice de proximité, démocratie de proximité...) que les façons d'être des acteurs politiques (valorisation de l'écoute, du terrain, du quotidien, de la présence...), influence-t-elle le rôle de président de la République ? Le président appartient à l'Histoire et non à l'actualité, il s'occupe de la France plus que des Français, il ne saurait donc sans risque se rapprocher de ces derniers (Charaudeau, 2008). Parce qu'il est fait de distinction, ce rôle ne peut faire l'économie de la distance (Bourdieu, 2000, 2001 ; Bacot, Rémi-Giraud, 2007). En effet, on peut considérer que le rôle de président et de chef d'État, tel qu'il a été forgé par la jurisprudence des pratiques, et bien sûr aussi par les textes constitutionnels, appelle une posture d'arbitre qui le rend moins accessible à la thématique actuelle de la proximité<sup>4</sup>. Du Général de Gaulle à Jacques Chirac, et selon des modalités certes différentes, la symbolique du surplomb présidentiel n'a

<sup>3</sup> Sur le rôle présidentiel, voir B. Lacroix et J. Lagroye (1992). Sur les campagnes présidentielles, voir M. Brugidou (1995), Groupe de Saint-Cloud (1995), M. Coulomb-Gully (2001) et D. Mayaffre (2004).

<sup>4</sup> La posture d'arbitre du président est à envisager sous réserve d'un effet lié à la mise en place du quinquennat, qui, tout à la fois, marginaliserait le premier ministre, et obligerait le président à glisser d'une posture d'arbitre à une posture de gouvernant agissant.

pas été réellement remise en cause. D'aucuns s'y sont essayés, et même tous les successeurs du général de Gaulle, promettant plus de simplicité, plus d'accessibilité, moins d'apparat et de décorum. Mais à chaque fois, le rôle semble avoir eu le dernier mot sur son titulaire<sup>5</sup>.

Les trois livres étudiés sont publiés à quelques semaines de l'élection. Certes, ils sont le fait d'individus soucieux de se mettre en avant (régime de singularité) ; mais, ces individus affrontent la même épreuve, dans les mêmes conditions, au même moment. D'où des convergences objectives dans les stratégies de présentation de soi adoptées : rien n'est, en effet, à la fois plus singulier et plus impersonnel qu'un livre de présidentiable (Lehingue, 1992)<sup>6</sup>. Aussi la démonstration de la capacité à endosser la grandeur du rôle constitue-t-elle un point de passage obligé pour les trois candidats. Les ouvrages divergent, en revanche, sur la place concédée à cette grandeur nouvelle qu'est la proximité, elle est clairement affichée par Ségolène Royal, neutralisée à l'inverse par Nicolas Sarkozy et François Bayrou.

## La disposition à la hauteur (ou comment démontrer sa présidentiabilité)

### Le pouvoir inconditionnel sur les mots et les choses

À la lecture de ces trois livres, il est impossible de ne pas être frappé par l'usage incessant du « je ». Cette récurrence a souvent été mise en évidence par les spécialistes du discours présidentiel (Labbé, 1990). Parce qu'il est à la fois, comme dans toute présentation de soi, auteur et objet du discours, le candidat superpose deux formes de « je ». Comme sujet de l'énonciation, il est celui qui parle, qui sait, qui pense, qui veut dire, qui insiste, qui rappelle le déjà dit, qui s'étonne, etc. Comme objet du discours, il est celui qui agit, qui a fait, qui a connu, qui fera. À mi-chemin, ou plus exactement en cumulant ces deux niveaux, il est l'acteur souverain qui agit par des actes de langages souvent performatifs : il promet, il encourage, il en appelle, il s'indigne<sup>7</sup>. Convergent en un même discours pré-présidentiel, les ressources

---

<sup>5</sup> De ce point de vue, le septennat de V. Giscard d'Estaing est exemplaire : commencé par une descente à pieds des Champs-Élysées et la rencontre avec des Français « ordinaires », il s'est achevée dans la dénonciation des supposées dérives monarchiques (affaire des diamants).

<sup>6</sup> P. Lehingue (1992 : 137) parlait du discours présidentiel comme d'un « discours qui, pour devenir singulier [au sens d'unique] doit souvent s'autocensurer en évitant toute singularité [ici toute originalité] ».

<sup>7</sup> D. Labbé (1990 : 63) mettait en évidence, chez Fr. Mitterrand, l'usage préférentiel des verbes croire, dire, et penser.

constitutionnelles propres à la V<sup>e</sup> République, les ressources symboliques héritées d'un imaginaire monarchique, et les ressources médiatiques constitutives du présidentielisme rhétorique<sup>8</sup>. Toutes s'additionnent pour faire du président (et donc par anticipation du présidentiable se projetant dans le rôle) un locuteur sans équivalent dans le champ politique. Prétendant aux plus hautes responsabilités, le présidentiable est un implacable sujet de discours. Il donne à voir sa maîtrise du verbe en choisissant ou en orientant les thématiques abordées (agenda politique), en pondérant par des notations métadiscursives l'importance de tel ou tel sujet, en travaillant les reliefs de son propos :

« *Je veux aborder enfin la question du contrat de travail* » (FB115) ;  
 « *Je veux dire aux enseignants qu'on ne refera pas l'école sans eux* » (NS39) ;  
 « *Je tiens à souligner qu'il n'y a pas de développement réussi sans les femmes* » (SR63)<sup>9</sup>.

À l'occasion, il aime, tel ici François Bayrou, à se présenter comme disposant de ce pouvoir symbolique fort qu'est le pouvoir de nommer – « À mon projet, *j'ai donné le nom* d'espoir » (FB30). Au-delà de la maîtrise du verbe, le présidentiable est d'abord celui qui veut. Ce qui signifie tout à la fois qu'il sait ce qu'il veut et qu'il peut se donner les moyens de le réaliser (je veux n'est pas je voudrais). Le pouvoir sera mis au service d'une volonté ferme, c'est la démarche-même de la campagne électorale que de donner à voir une conviction. On est frappé par la fréquence des phrases et même des paragraphes s'ouvrant par la formule : « je veux... ». Est ainsi mise en avant une volonté qui ne transige pas avec la complexité sociale, qui n'a pas d'autre origine qu'elle-même, qui n'hésite jamais.

« *Je veux soutenir la création* » (FB79) ;  
 « *Je veux aussi faire respecter ces principes dans les médias* » (FB19) ;  
 « *Je veux que la République prenne à bras-le-corps les problèmes d'aujourd'hui [...]. Je veux que la République s'attaque aux nouvelles inégalités* » (NS56) ;  
 « *Je voudrais qu'en tout, la création devienne l'image de marque de la France* » (NS76) ;  
 « *Je veux remettre le travail au centre de la politique et de la société* » (NS111) ;  
 « *Je veux aujourd'hui approfondir la régionalisation* » (SR70) ;  
 « *Je veux sécuriser l'entrée de tous les jeunes dans la vie active [...]. Je veux créer pour eux un véritable droit au premier emploi* » (SR53).

<sup>8</sup> Par comparaison avec la présidence américaine, voir par exemple Parry-Giles (2002), Dorsey (2002), Friedenber (2002).

<sup>9</sup> Les citations mentionnées au fil de cet article ont été choisies pour leur exemplarité (voir note 1 pour la codification). Pour passer de l'illustration à la démonstration *stricto sensu*, elles gagneraient à être confortées par des données quantitatives, par exemple lexicométriques (lesquelles ne sont pas simples à construire à partir d'un support simplement imprimé). Au moins peut-on espérer que l'accumulation de citations vaut commencement de preuve. Voir, sur la même campagne électorale, l'étude quantitative de D. Labbé et D. Monière (2008).

Parce qu'elle est implacable, la volonté affichée ne peut pas ne pas aboutir. L'action est envisagée au futur, rarement au conditionnel. La conditionnalité de l'élection est certes parfois explicitée : « *Si je suis élu, j'instaurerai le service civique obligatoire* » (NS59) ; « *Si je suis élu président de la République, je parlerai aux Français* » (FB33). L'enthousiasme balaie cependant rapidement les obstacles. L'action programmée devient inconditionnelle : contraintes électorales, politiques, constitutionnelles, économiques, disparaissent au profit d'un pur désir d'agir sur la société. Le pouvoir n'est jamais collégial, le gouvernement n'existe pas plus que le premier ministre. L'exécutif sera le fait d'un individu et d'un seul. Si bien que le présidentiable est sûr à l'avance non seulement de ce que sera sa façon de présider, mais aussi des décisions qu'il prendra, et finalement aussi des effets que ces décisions auront. On glisse du pouvoir sur soi au pouvoir sur l'appareil d'État puis au pouvoir sur la société tout entière :

« *Je dirai tous les jours la vérité aux femmes et aux hommes qui forment mon pays. Je ne m'enfermerai pas à l'Élysée, mais j'irai à leur rencontre comme je le fais toutes les semaines depuis des années* » (FB33) ;  
« *Et je ferai respecter le pluralisme* » (FB21) ;  
« *Je supprimerai [l'article 49-3]* » (SR263) ;  
« *Je confierai aux régions [...] la construction de logements [...]. Je créerai un service public de la caution* » (SR190) ;  
« *Je veillerai à ce que dans les entreprises installées sur le territoire français la langue de travail soit le français* » (NS50).

La question des ressources de pouvoir n'est jamais abordée, comme si elle était dépourvue de pertinence s'agissant d'un acteur supposé tout-puissant<sup>10</sup>. C'est à peine si ce volontarisme se nuance s'agissant des questions internationales, pour lesquelles, comme chacun le sait pourtant, tout président doit composer avec des partenaires eux aussi souverains. Concession quand même : on glisse de l'énoncé d'un pur résultat à l'énoncé des moyens mis en œuvre pour y parvenir, sans présumer donc mécaniquement qu'ils seront efficaces. Ainsi, à propos de la négociation d'un possible nouveau Traité européen :

« *Je m'y emploierai si je suis élue* » (SR131) ;  
« [...] ma première initiative sera de proposer à nos partenaires de nous mettre d'accord sur un texte simple » (NS102) ;  
« *Je me battrai pour que soit généralisé partout en Europe l'enseignement de deux langues étrangères* » (NS50).

---

<sup>10</sup> Par exemple, la suppression de l'article 49-3 est supposée se faire, dans l'un des extraits précédents, par la magie du pouvoir présidentiel discrétionnaire ; alors qu'on sait à quelles conditions politiques est soumise, en fait et en droit, toute modification de la Constitution.

Le présidentiable est donc d'abord quelqu'un qui peut. Sa maîtrise des mots appelle celle des choses. Mais il est aussi celui qui sait. Rapport au savoir et rapport au pouvoir sont strictement homologues. Peu de contre-exemples : le candidat est rarement amené à dire son hésitation, son incapacité à voir clair<sup>11</sup>. Chez tous les candidats, les aphorismes constitutifs d'une supposée sagesse des nations serviront à nourrir la réflexion, au fil d'énoncés définitifs qui mobilisent un ambitieux présent de vérité générale. Le présidentiable dit ce que sont les choses, il ose des définitions qui vont au cœur des réalités, à leur nature profonde. Loin des syntaxes torturées de ceux qui cherchent et tâtonnent, il use d'une langue limpide pour dire les vérités premières et ultimes du monde. Le point de vue est celui d'un locuteur surplombant et omniscient :

- « La mondialisation est un fait » (NS82) ;
- « L'Europe est un projet de paix et de civilisation » (NS93) ;
- « La justice a pour fonction de donner à la société force et lien. Elle est le recours contre les manquements [...]. Elle est un ressort indispensable [...] » (FB155) ;
- « L'égalité, ce n'est pas... » (NS53) ;
- « La fraternité, ce n'est pas... » (NS53) ;
- « En démocratie, il n'y a pas de délit d'opinion ou de délit de blasphème » (SR43) ;
- « La pauvreté monétaire touche d'abord les femmes qui élèvent seules leurs enfants » (SR208).

## Stabilité identitaire de la personnalité présidentiable

Les présidentiables multiplient les formulations tranchantes pour affirmer la force des convictions qui les habitent, à l'image de François Bayrou commençant quatre phrases successives par : « *Je suis pour...* » (FB29). Sur les grandes questions qui font débat, chacun a (ou se soit d'avoir) un point de vue arrêté : « *J'ai toujours dit oui à l'Europe* » (NS95) ; « *Je suis une européenne passionnée et convaincue* » (SR129) ; « *Je suis et je serai défenseur de la laïcité [...]. C'est pourquoi je suis pour la défense de la loi de 1905* » (FB25).

Le présidentiable sait où il va, il n'hésite pas sur ce qu'il faut faire :

- « Les droits fondamentaux *doivent* être garantis en prison [...]. La détention *doit* préparer la réinsertion [...]. La loi *doit* instaurer [...]. Cette réforme des prisons *doit* transformer profondément la condition des détenus » (FB159) ;
- « *Je crois au capitalisme [...]. Mais je suis convaincu que le capitalisme ne peut pas*

<sup>11</sup> En voici un : face aux stratégies de son adversaire N. Sarkozy, S. Royal ose afficher une incompréhension, évidemment bien stratégique : « *J'imagine, dit-elle, que, pour lui, dans une campagne, tout est permis* » (SR67). Comme si seule la médiocre politique politicienne échappait à son entendement de présidentiable.

survivre sans une éthique [...]. *Je suis convaincu* qu'il y a une morale du capitalisme [...]. *Je ne crois pas* à la pérennité d'un capitalisme dans lequel l'homme ne compterait pas » (NS63) ;  
« *Je suis personnellement convaincue* de l'intérêt des formations en alternance » (SR24).

D'où la multiplication des énoncés donnant à voir une personnalité stable, dotée d'attributs inchangés au fil du temps et au gré des événements. Sur le terrain des identités politiques, l'exigence de stabilité est particulièrement forte : « *Je suis un homme de droite. J'ai toujours assumé* cette part de *mon identité* » (NS24) ; « [être de gauche ?], un choix *fondateur, originaire*, qui ne se réduit pas à une somme d'explications » (SR146). Tout soupçon de versatilité est immédiatement désamorcé : « Vous êtes mal informée sur ma position ! *Je n'ai jamais été* contre le mariage des homosexuel(le) s » (SR198).

Les convictions les plus profondes ne tombent pas du ciel. Elles remontent au temps de l'enfance ou de la jeunesse, autant dire à une série d'expériences premières et fondatrices qui firent du présidentiable, une fois pour toutes, ce qu'il est devenu. François Bayrou évoque son enfance paysanne dans les Pyrénées :

« Ce projet, j'ai commencé à le former depuis longtemps, depuis mon enfance, au fond. Dans mon village des Pyrénées, [...] du plus loin que je m'en souviens, j'ai senti, et ne me demandez pas pourquoi, que les ouvriers et les artisans, et les paysans dont nous étions, n'avaient pas dans la société la place qu'ils méritaient [...]. Alors s'est formée en moi, comme une perle noire, la détermination qu'un jour, de tous ceux-là, je serai le porte-parole. J'ai toujours marché vers cette promesse » (FB30).

Le même François Bayrou évoque aussi ses premières expériences de socialisation politique : « Je me souviens qu'adolescent, en cours d'histoire, nos professeurs progressistes nous enseignaient avec dégoût ce qu'avait été la colonisation [...]. Et pour le jeune garçon que j'étais, ces pratiques relevaient d'un passé révolu et honteux » (FB150).

Nicolas Sarkozy se situe plus directement et plus exclusivement sur le terrain de la formation politique *stricto sensu*. Il évoque son grand-père, ses instituteurs (NS9), les grands Hommes (Chaban, Messmer, Malraux...) qu'il admirait (NS9) : « Ils m'ont appris le gaullisme [...] ; ils m'ont appris à croire à la politique » (NS12). Ségolène Royal met en récit une trajectoire de formation moins linéaire. Mais, la rupture familiale qu'elle évoque n'est pas synonyme d'inconsistance identitaire, bien au contraire. Parce qu'elle remonte à l'enfance, parce qu'elle est définitive, cette rupture dote une fois pour toute la candidate socialiste d'une personnalité consistante.

« Je suis née dans un milieu de droite [...]. C'est avec [le] fatalisme que, très jeune, je me suis efforcée de rompre » (SR148) ;

« Moi, je suis venue au socialisme par le féminisme. Très tôt, j'ai refusé la place que la tradition assignait aux femmes » (SR133) ;  
[Interrogée sur son pire moment de honte] « Il se situe dans mon enfance. [elle évoque la gêne occasionnée par une jupe trop grande]. Toute la journée, cette jupe m'est tombée sur les chevilles. J'ai été raillée, bousculée et tripotée à mon corps défendant. J'ai vu alors l'effet de groupe face à un individu fragilisé. C'est une anecdote, mais je comprends la vulnérabilité de l'enfance humiliée » (SR155).

Ainsi, armés d'une personnalité solide, stable, consistante, loin donc des versatilités de l'opinion, les présidentiables ont-ils d'abord à être eux-mêmes. La fermeté des convictions est alors démontrée par leur capacité de résistance à l'opinion majoritaire. Le présidentiable a raison seul, contre le plus grand nombre, contre ces autres mal identifiés auxquels il s'oppose en utilisant le ton du refus :

« À Bercy, mes conseillers m'expliquaient qu'aucune solution ne permettrait de sauver Alstom [...]. On me disait : la Commission européenne s'y opposera. Je me suis battu à Bruxelles (NS17) ;  
« J'ai entendu à plusieurs reprises des hommes politiques [...]. Je pense exactement le contraire » (FB47) ;  
« Ma pensée est *exactement contraire* » (FB66) ;  
« Je crois au contraire » (FB116).

Le « je » présidentiel s'oppose au « on » impersonnel. Face à la critique, au politiquement correct, il maintient ses positions : « On m'a reproché d'avoir souvent dit que ceux qui n'aimaient pas la France [...] n'étaient pas obligés de rester. Je n'ai pas changé d'avis » (NS47) ; « On m'a beaucoup reproché d'avoir accepté des photos à la maternité, à la naissance de ma dernière fille. Je ne le regrette pas... » (SR202).

S'il est homme (ou femme) de conviction, le présidentiable n'est pourtant pas enfermé dans ses principes. Jamais certes, il ne change d'avis. Mais sa réflexion progresse, s'affine, il se fait une opinion quand les principes qui l'inspirent, n'y suffisent pas. Ce n'est évidemment pas l'air du temps ou l'opinion publique qui le guident, mais une réflexion nourrie par l'observation des choses et l'expérience. Pour une fois, la complexité des problèmes est mise en avant :

« Peut-être cette idée d'une réforme générale n'est-elle pas parfaite. Mais ayant *réfléchi* des années durant, je n'en ai pas trouvé de plus juste, de plus équilibrée, de plus durable » (FB108) ;  
« Après y avoir beaucoup *réfléchi* et avoir étudié l'expérience du Danemark et celle plus récente de l'Allemagne, je suis convaincu qu'il faut expérimenter... » (NS133) ;  
« J'ai pris le temps de *réfléchir* car les sujets qui touchent à la famille, souvent complexes et délicats, le méritent. Je n'ai, en revanche, jamais approuvé la gadgétisation médiatique du mariage homosexuel » (SR199).

Le présidentiable n'est pas seulement une personnalité charismatique, une nature. Il a aussi une histoire, une trajectoire, il a fait mouvement vers le statut, enfin acquis, de présidentiable. L'élection n'est donc pas seulement la rencontre entre une figure, un peuple, et l'Histoire. Elle marque l'arrivée à maturité d'une personnalité. Plus exactement, les textes balancent en permanence entre l'affirmation de cette maturation et l'exhibition d'une nature profonde. L'homme d'État ne saurait être uniquement l'homme (ou la femme) du moment, ou, pire, de l'instant. Il est appelé à dialoguer avec l'Histoire, et non simplement l'actualité. Entre l'affirmation d'une stabilité identitaire qui ne doit pas être autisme et l'affirmation d'une capacité à la maturation qui ne doit pas être volte-face, les présidentiables disposent d'une marge de manœuvre stratégique. C'est par exemple de la sorte que se distingue Nicolas Sarkozy, plus soucieux que ses concurrents de démontrer qu'il a changé. L'exercice est risqué, qui peut donner à voir une personnalité versatile, mais aussi parce qu'il conduit à une auto-critique :

« J'avoue avoir longtemps, peut-être trop longtemps, pris du plaisir à ces jeux [politiciens]. Aujourd'hui, mon rapport à la politique a changé. J'ai cessé de faire de la politique avec cette sorte de jubilation que j'ai si longtemps éprouvée. La gravité a remplacé le plaisir » (NS14) ;

« J'ai changé aussi. La vie m'a changé [...]. J'ai gagné en sérénité, peut-être aussi en sagesse. J'ai appris à prendre du recul [...]. J'ai changé parce que l'exercice du pouvoir m'a changé. Il m'a ouvert à une partie de l'humanité que je ne connaissais pas. J'y ai découvert la souffrance... » (NS15).

Plus classiquement, François Bayrou et Ségolène Royal font état d'une maturation bénéfique liée à l'expérience de la vie et de la politique. Le changement n'est jamais fondamental, et il est surtout la preuve d'une très valorisante capacité à la remise en question :

[À propos de la condition homosexuelle] « Tout le monde sait d'où je viens. J'avais sur les questions de société la sensibilité traditionnelle [...]. Et puis, j'ai essayé de comprendre. Ce que disaient mes amis, amis d'enfance, amis de l'âge adulte, qui vivaient l'homosexualité [...]. Je les ai écoutés avec intensité et je crois les avoir entendus » (FB170) ;

[À propos des défaites électorales] « On apprend toujours des échecs et, s'ils ne vous abattent pas, ils vous renforcent ! » (SR103).

Nous avons jusqu'à présent traité des candidats sans vraiment les distinguer. Le rôle présidentiable, disons-nous, s'impose à eux et détermine presque mécaniquement les légitimités mobilisables, et donc les postures. On ne joue pas avec la symbolique présidentielle. Ce premier argumentaire ne suffit pourtant pas. Il faut également, dans un second temps, prendre la mesure des innovations observées à l'occasion de cette campagne.

## La revendication d'une présidence de proximité (ou comment renouveler la légitimité)

Si aucun des trois candidats ne peut ignorer l'exigence de proximité inhérente aux définitions contemporaines des rôles politiques, il est nécessaire de mettre en évidence des stratégies différenciées. Sans ignorer cette exigence, Nicolas Sarkozy demeure adepte d'une posture présidentielle classique. Il en est de même concernant François Bayrou. Ségolène Royal, à l'inverse, joue assez systématiquement cette carte. Le constat est plus facile à dresser qu'à expliquer : l'électorat de gauche est-il *a priori* plus sensible à une telle modernisation du rôle présidentiel ? Le fait que Ségolène Royal soit une femme précipite-t-il cette mutation du rôle ? Ou bien le fait que, moins pourvue que ses adversaires en ressources et en expériences politiques, elle soit objectivement incitée (c'est la stratégie classique des entrants) à transgresser les règles du jeu politique ?

### Risquer la communication de proximité

Il est évident que l'ouvrage de Ségolène Royal diffère de ceux écrits par ses concurrents. Alors que ces derniers adoptent une posture assez classique de prétendants dialoguant avec « la France » et avec « l'Histoire », elle se positionne, de façon plus modeste, en présentant un programme plus concret. Le livre qu'elle publie est une série d'entretiens, en forme d'abécédaire, avec une journaliste (Marie-Françoise Colombani). On y passe donc du coq à l'âne, de « Abandonner » à « Zen ». L'ensemble est dense, les 330 pages font environ 1650 signes chacune. Le texte, seulement aéré par les questions de Marie-Françoise Colombani, est serré, il se donne à voir comme ayant l'envergure des programmes de gouvernement qui ne craignent pas les considérations concrètes et empiriques. Le ton est celui de l'échange profane, ordinaire, sérieux, mais sans mise en scène particulière. Le fait que Ségolène Royal ait choisi une journaliste du magazine *Elle* comme interlocutrice, situe d'emblée l'échange sur le terrain de la vie sociale, sans surcharge symbolique particulière. Ségolène Royal ne fait précéder le livre d'aucune considération générale sur la France, simple entrée parmi d'autres au fil de l'abécédaire. Celui-ci semble inviter à une lecture braconnage, au hasard de l'alphabet. Ainsi passe-t-on, à la lettre P, de considérations sur la « pilule » à des réflexions sur la « politique étrangère ».

À l'inverse, les deux ouvrages de François Bayrou et de Nicolas Sarkozy expriment une posture beaucoup plus élevée, plus conforme au genre « livre présidentiel ». Le second ne craint pas, en couverture, le bleu-blanc-rouge du drapeau national. La relation avec le lecteur n'est pas médiatisée :

pas de journaliste témoin, un échange direct avec le lecteur-citoyen, un échange de personne à personne, un échange solennel et grave<sup>12</sup>. Les deux livres s'ornent du portrait rapproché du candidat, quand Ségolène Royal s'est effacée derrière le texte. Surtout, le rythme est différent : ces livres sont plus aérés, moins volumineux (159 pages pour Sarkozy, 194 pour Bayrou), moins denses (environ 1500 signes par page), avec des retours à la ligne plus fréquents, comme si le souci de densité et de solennité appelait respirations et temps de silence<sup>13</sup>. Si des programmes de gouvernement émergent, avec des priorités, des décisions à prendre, des réformes nécessaires, le texte fait plus qu'exposer un programme. Il définit, le temps d'une longue introduction, la philosophie d'ensemble qui inspire le projet. Une certaine idée de la France et des Français. Quand ces questions surgissent au hasard de l'abécédaire chez Ségolène Royal, elles valent principes fondateurs chez ses concurrents. La candidate du Parti socialiste a réponse à tout, c'est ce que suggère la pratique de l'abécédaire, mais elle construit, ce faisant, une figure présidentielle modeste : il s'agit de répondre aux attentes et de régler des problèmes, le tout avec des principes et des valeurs. Ce qui n'est pas la même chose que de poser des principes d'emblée, pour ensuite développer un programme qui viendra se confronter au terrain, aux attentes, aux problèmes. On pourrait parler de présidence offensive et de présidence défensive. On peut aussi parler de présidence traditionnelle, à l'ancienne, d'un côté<sup>14</sup>, et de présidence moderne, par renonciation aux symboliques surplombantes, de l'autre. La différence entre les deux styles frappe le lecteur qui confronte les premières lignes des ouvrages. Nicolas Sarkozy ouvre sur un chapitre intitulé : « Ma vérité ». Le ton est de suite celui du discours le plus solennel. On est déjà dans la posture présidentielle, avec interpellation directe du citoyen-lecteur :

« Mes chers compatriotes,  
L'élection présidentielle est un moment de vérité.  
C'est un moment de vérité pour la nation... »<sup>15</sup>.

---

<sup>12</sup> N. Sarkozy (2007 : 7) ouvre par la formule : « Mes chers compatriotes ».

<sup>13</sup> Pour exemple, la seconde page du livre de N. Sarkozy, qui fait se succéder cinq paragraphes de deux à trois lignes, dont trois commencent par « je » (j'ai décidé... ; j'ai décidé... ; j'ai pris cette décision...). Cette solennité introductive se retrouve en conclusion, selon les lois classiques du discours oral.

<sup>14</sup> On pense à l'ouvrage *Démocratie Française* (1976) publié par V. Giscard d'Estaing au cours de la campagne de 1974.

<sup>15</sup> On notera le retour à la ligne après une virgule, incorrection directement empruntée à l'oralité du discours écrit pour être lu.

Et page suivante :

« L'élection présidentielle, c'est pour un homme une épreuve de vérité. Cette vérité, je vous la dois.  
J'ai décidé d'être candidat parce que je ne me résigne pas à rester sans rien faire face aux difficultés que rencontre notre pays... ».

François Bayrou commence, de même, de façon très solennelle, par une phrase paragraphe, comme pour offrir au lecteur un temps de respiration. Il pose, ensuite, l'ambition qui est la sienne de faire plus qu'un programme politique et de monter en généralité jusqu'à des considérations mystiques sur la France et son Histoire.

« C'est un projet qui parle d'espoir.  
Il y a une grande différence entre « projet » et « programme ».  
Un programme est d'une manière ou d'une autre un catalogue, composé de chapitres sans liens, qui sont autant de dossiers, autant de promesses sur les différents sujets de la vie quotidienne des familles, des entreprises ou des individus. Si l'on parlait en termes de marine, on dirait que cela concerne la vie à bord.  
Le projet concerne le bateau, le cap, la carte de la grande traversée, le point de la côte que l'on veut atteindre.  
Ce livre expose un projet... ».

À l'inverse, Ségolène Royal ose une entrée en scène modeste. La préface de Marie-Françoise Colombani lui ôte le privilège de parler la première. De même, la journaliste s'attribue le projet du livre. Si un certain lyrisme est présent (la préface s'achève sur l'histoire « avec un grand H »), le genre revendiqué est celui de la conversation et de l'échange. La parole de Ségolène Royal n'est ni mise en scène, ni sacralisée. Là où ses concurrents masculins construisaient cette mythique relation directe (entre le candidat et le pays) qu'est censée être l'élection présidentielle, Ségolène Royal construit une relation triangulaire. A-t-on d'ailleurs affaire à un livre de Ségolène Royal ou sur Ségolène Royal ? La couverture ne lève pas l'ambiguïté, puisqu'on ne sait pas si le nom de la candidate, écrit en gros caractères, est celui de l'auteur du livre ou bien s'il en constitue le titre (« Ségolène Royal répond à Marie-Françoise Colombani »). Hasard (?) de l'ordre alphabétique, la première question qui lui est posée, sous la rubrique « abandonner », concerne ce qui aurait pu la faire renoncer à la politique. Elle répond sans emphase, en quatre lignes, manifestant d'entrée de jeu une certaine distance au rôle : « Sans hésiter, un enfant malade ou avec de lourds problèmes et dont il aurait fallu s'occuper à plein temps. Devant la maladie grave ou le handicap, tout devient plus difficile ».

Faut-il mettre en relation cette distribution des styles et le genre des candidats ? Il peut sembler facile de référer les analyses ci-dessus à la féminité de Ségolène Royal et à la masculinité de ses adversaires. La

candidate ps jouerait la carte de la proximité, de l'individu-candidat, du projet concret de renouvellement de l'État-providence, au plus près donc des vraies attentes économiques et sociales, quand ses adversaires jouent celle, plus classique, de l'orateur au-dessus de la mêlée qui fait rêver en interpellant la France, sans se laisser enfermer dans le jeu des contingences sociétales. Oser le ton de la conversation contre celui, plus classique, du discours, c'est, en tous cas, risquer une définition nouvelle, plus féminine si l'on veut, du rôle présidentiel. Il y a dans les deux cas personnalisation, mais selon des logiques différentes. Les deux candidats masculins donnent à voir la figure sublimée d'un homme d'État, ce qui suppose un certain dépassement de soi-même, sinon même un certain renoncement à soi. Il s'agit pour eux de se hisser à la hauteur d'un rôle élevé. Les faiblesses de l'individu seront tuées ou marginalisées, ses ancrages singularisant souvent neutralisés. En revanche, Ségolène Royal met en avant sa personnalité, son parcours, sa trajectoire, son identité située. Il suffit de parcourir l'abécédaire qui structure le livre pour s'en convaincre : si certaines entrées renvoient à la société française et donc à son programme politique (chômage, double peine, éducation nationale, mondialisation...), d'autres, au contraire, l'interpellent directement en tant que personne privée (abandonner, amitiés, baptême, défaut, échec, honte...). Les dispositifs de montée en généralité, constitutifs de la rhétorique présidentielle classique, composent avec des dispositifs de montée en singularité, plus centrés sur la personne<sup>16</sup>.

## Risquer l'expertise de proximité

Ségolène Royal (plus systématiquement que François Bayrou et surtout que Nicolas Sarkozy) puise dans des expériences de terrain qui prennent toujours la forme d'anecdotes à la fois vraies et parlantes. Le texte a recours à l'effet de réel (au sens de Roland Barthes), pour mettre en avant de vrais gens, une vraie rencontre. Connaître la société n'est pas un exercice de sociologie appliquée ; cela suppose simplement de sortir et d'écouter. La rencontre avec des gens ordinaires, en particulier les milieux populaires, est fortement valorisée, avec un centrage rhétorique sur la banlieue. Il s'agit de déjouer l'image d'une rupture entre la classe politique et les jeunes de banlieue, et même celle d'une exceptionnalité de la banlieue. Celle-ci condense les traits de la société tout entière, on peut sans craindre monter en généralité, à partir de ce qui s'y observe :

---

<sup>16</sup> Le concept de « montée en singularité » est proposé par N. Heinich (2000) pour rendre compte des grandeurs et des légitimités ayant cours dans le monde de l'art et de la littérature.

« Je suis allée cette année au festival Suresnes-Cité-Danse, avec Christine Taubira, quelle énergie jubilatoire » (SR76) ;  
« Bien sûr; je sais que l'on ne fait pas une loi de science politique avec cinq gamins de banlieue qui chantent [...]. Mais je ne rejette pas les signes » (FB58) ;  
« Je me souviens de ce jeune dans une cité qui disait : «On parle...». Cela m'a fait réfléchir » (NS34).

D'une façon générale, la rencontre avec les milieux populaires est valorisée, en particulier les femmes et les jeunes. Et la mobilisation de souvenirs ponctuels accentue l'effet de réel dans le récit. La rencontre marque, frappe, elle est chargée d'un sens profond qui justifiera la montée en généralité la plus vertigineuse, depuis l'interaction ponctuelle jusqu'au projet de réforme :

« Je n'oublierai jamais l'intervention poignante de cette femme, lors d'un débat participatif à Roubaix, qui m'appelaît au secours pour que plus jamais... » (SR136) ;  
« ... comme me l'a dit récemment un jeune diplômé » (SR52) ;  
« Je me souviens d'un concert de l'orchestre du Poitou-Charente que j'ai organisé dans l'atelier de chaudronnerie d'un lycée professionnel » (SR77) ;  
« Je me souviens du témoignage, lors d'un débat, d'une étudiante d'Île-de-France qui racontait... » (SR125) ;  
« J'entends encore ces femmes rencontrées à Poitiers [...] toutes à 1000 euros nets par mois » (FB164) ;  
« Je me souviens de la visite d'une usine dans le Nord. Un journaliste demande à un ouvrier... » (NS60).

Cependant, on croise peu, en lisant ces livres, de figures d'experts. Les élites sont peu présentes. Les expériences étrangères sont ponctuellement mobilisées par Ségolène Royal, mais c'est toujours de rencontres avec le peuple qu'il s'agit : « ...la banlieue de Dakar où j'ai rencontré une centaine de mères... » (SR60) ; « Je suis allée sur place [au Moyen-Orient]. J'y tenais. J'ai écouté chacun. J'ai vu, de part et d'autre, les souffrances des populations » (SR209).

Le réalisme de ces anecdotes se conjugue à leur parfaite limpidité. De la scène observée (ou du témoignage recueilli), à la décision à prendre, le chemin est toujours direct. Jamais on n'opposera un terrain à un autre, un témoignage à un autre, jamais non plus, on n'hésitera sur la traduction programmatique du constat opéré grâce à l'anecdote de terrain. Pour le présidentiable, l'exemple est toujours parlant. Singulier, il invite à faire un choix simple. Le présidentiable est en phase avec la société qu'il aspire à gouverner et à incarner : il la connaît, la comprend, la ressent. Ce savoir total est finalement moins une question de proximité que de communion. Les anecdotes qui mettent en scène concrètement un présidentiable à l'écoute, au contact, comptent moins que la prétention à sentir le pays, à le ressentir. Aussi oscille-t-on entre le registre finalement profane de la proximité (qu'il faut démontrer empiriquement) vers celui, teinté de sacralité, de la communion. Celle-ci ne se démontre pas. On peut dire des présidentiables de 2007 ce que Dominique Labbé (1990 : 69) disait de François Mitterrand : « L'exercice du pouvoir est affaire

d'intuition et de conviction, non pas de compétence ou de connaissance ». Cette prétention à incarner le collectif se marque dans l'usage du « nous », par lequel le présidentiable s'érige en porte-parole de la communauté nationale<sup>17</sup> : « Nous sommes un drôle de peuple, nous sommes de drôles de gens, nous les Français » (FB9) ; « Nous avons besoin, plus encore peut-être que d'autres peuples, d'un État fort » (NS68).

Au fil de l'analyse, on a vu s'esquisser deux profils distincts. Un homme de droite jouant la carte (gaulienne ?) de la grandeur politique classique, une femme de gauche jouant celle de la modernité contemporaine (post-moderne ?). Il serait pourtant réducteur d'aligner de la sorte les candidats sur les postures et les grandeurs disponibles. Ce serait oublier le savant équilibre que chacun doit s'efforcer, depuis la position qui est la sienne, de construire. Il y a évidemment chez Ségolène Royal, on l'a dit, le souci d'être à la hauteur du rôle, de même qu'il y a chez Nicolas Sarkozy le souci d'apparaître proche. C'est en cela que la dimension contraignante du rôle (à la fois historiquement construit et expression des exigences du moment) surdétermine largement les stratégies des acteurs.

## Conclusion

On insistera sur les rappels à l'ordre dont sont l'objet les candidats, et qui traduisent dans les faits cette contrainte de double positionnement. Au candidat trop distant, le champ politique (la presse, les professionnels de la politique, les sondages...) se plaint à reprocher son éloignement des vraies préoccupations des vrais gens : ainsi lorsque Nicolas Sarkozy tarde à démontrer sa capacité à aller sur le terrain en banlieue. Au candidat trop familier, les mêmes reprocheront son incapacité à se hisser à la hauteur du rôle : lorsque Ségolène Royal, enchaînant les *meetings* participatifs, s'installe dans une posture d'écoute et tarde à formuler une offre politique classique. L'opposition presque idéale-typique que l'on vient de décrire entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy repose sur des catégories ordinaires de perception du politique, le proche contre le lointain. Nous n'avons fait qu'emprunter à une grammaire ordinaire des rôles et des postures politiques<sup>18</sup>. On peut trouver un élément de validation de cette construction

---

<sup>17</sup> D. Maingueneau (1991 : 110) invite à voir dans le « nous » un « coup de force discursif », personne n'étant en mesure de « vérifier si les sujets intégrés sont d'accord ».

<sup>18</sup> Sur l'usage des catégories haut et bas en politique, voir plusieurs travaux publiés dans la revue *Mots. Les langages du politique*. Dans le numéro 68 consacré aux « Métaphores spatiales » (2002), D. Barbet montrait la valorisation des symboliques ascendantes dans le « "Que faire ?" de Lénine » ; B. Pirat montrait, pour sa part, comment le rôle présidentiel est construit à la fois en référence à la hauteur et à la centralité. Voir aussi, dans le numéro 77 de la même revue, l'article de S. Remi-Giraud sur « France d'en haut/France d'en bas ».

dans la perception qu'ont les électeurs des deux candidats. En effet, s'il faut croire un sondage paru dans *Libération* (13/03/07), les Français distinguèrent clairement Sarkozy et Royal sur l'axe surplomb/proximité. Le premier aurait plus volontiers « la "stature" d'un Chef d'État » (52 % contre 22 %), serait « plus "compétent" » (50 % contre 22 %), « "incarnerait" mieux l'identité de la France » (35 % contre 29 %), tandis que la candidate socialiste « est plus « à l'écoute » de vos préoccupations » (35 % contre 30 %). Par leur approximation-même, ces questions sont intéressantes parce qu'elles constituent autant de variations sur le thème du surplomb (« stature », « incarner », « compétence ») et sur celui de la proximité (« à l'écoute »). Elles obligent les sondés à expliciter l'impression que l'on ressent au fil de cette campagne, et que l'on vient d'essayer d'objectiver. À savoir que ces deux candidats abordent le rôle présidentiel différemment. En ce sens, ce n'est pas un hasard si les journalistes, parlant du duel « Ségo-Sarko », construisent, en réalité, une vision dissymétrique des candidats jouant dans un cas du prénom, dans l'autre du nom. On espère, au total, avoir montré que les livres politiques pouvaient constituer un matériau intéressant pour tenter de cerner les reconfigurations contemporaines de la légitimité. Peu importe de ce point de vue qu'ils soient lus, peu importe même qu'ils aient été ou non écrits par leurs auteurs : seul compte le fait qu'ils témoignent de l'idée que se font ces derniers (et leurs équipes de campagne) des stratégies de présentation de soi électoralement payantes. Mais parce qu'ils sont (aussi) lus, ces livres contribuent à faire évoluer l'horizon d'attente des lecteurs et des électeurs, ils participent des changements dont ils prennent acte. C'est, entre autres facteurs, par eux que la proximité s'impose, jusque dans la définition du bon candidat à une élection présidentielle, comme une nouvelle grandeur politique.

Resterait bien sûr à tester ces conclusions sur d'autres supports de campagne, des plus classiques, comme les discours prononcés par les candidats (Labbé, Monière, 2008), aux plus innovants comme les sites internet et les blogs. Ainsi pourrions-nous être en mesure d'évaluer avec plus de rigueur la place de la thématique de la proximité dans cette campagne présidentielle, au-delà du seul matériau constitué par les ouvrages publiés.

## Références

- Bacot P., Rémi-Giraud S., 2007, dirs, *Mots de l'espace et conflictualité sociale*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Barbet D., 2002, « Parti et syndicat dans l'espace léninien. Les mots de *Que faire ?* », *Mots. Les langages du politique*, 68, pp. 9-26.
- Boltanski L., Thévenot L., 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.

- Bourdieu P., 2001, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Éd. Le Seuil.
- 2000, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Brugidou M., 1995, *L'élection présidentielle. Discours et enjeux politiques*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Charaudeau P., 2008, *Entre populisme et peopolisme : comment Sarkozy a gagné !*, Paris, Vuibert.
- Charbit T., Olivera P., 2008, « La politique à l'épreuve du livre », pp. 73-85, in : Offerlé M., Rouso H., dirs, *La fabrique interdisciplinaire : histoire et science politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Coulomb-Gully M., 2001, *La démocratie mise en scènes. Télévision et élections*, Paris, CNRS Éd.
- Dorsey L, ed., 2002, *The Presidency and Rhetorical Leadership*, Austin, Texas University Press.
- Friedenberg R, 2002, *Notable Speeches in Contemporary Presidential Campaigns*, Londres-Wesport, Praeger.
- Groupe Saint-Cloud, 1995, *Présidentielle : regards sur les discours télévisés*, Paris, Nathan-INA.
- Heinich N., 2000, *Être écrivain. Création et identité*, Éd. La Découverte.
- Labbé D., 1990, *Le vocabulaire de François Mitterrand*, Paris, Presses de Sciences po.
- Labbé D., Monière D., 2008, « Des mots pour des voix : 132 discours pour devenir président de la République française », *Revue française de science politique*, vol. 58, 3, pp. 433-456.
- Lacroix B., Lagroye J., eds, 1992, *Le Président de la République, Usages et genèses d'une institution*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Le Bart C., 1998, « L'écriture comme modalité d'exercice du métier politique », *Revue française de science politique*, 48, pp. 76-95.
- Le Bart C., Lefebvre R., 2005, dirs, *La proximité en politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Lehingue P., 1992, « La parole présidentielle », pp. 109-140, in : Lacroix B., Lagroye J., dirs, *Le président de la République*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Maingueneau D., 1991, *L'analyse du discours*, Paris, Hachette.
- Mariot N., 2006, *Bains de foule*, Paris, Belin.
- Mayaffre D., 2004, *Paroles de président. Jacques Chirac et le discours présidentiel sous la V<sup>e</sup> république*, Paris, Champion.
- Mots. Les langages du politique*, 2005, « Proximité », 77.
- Parry-Giles S., 2002, *The Rhetorical Presidency. Propaganda and the Cold War (1945-1955)*, Londres-Wesport, Praeger.
- Pirat B., 2002, « En haut et au centre : les mots de la spatialité pour dire la prééminence présidentielle », *Mots. Les langages du politique*, 68, pp. 59-74.

## Corpus

Bayrou Fr., 2007, *Projet d'espoir*, Paris, De Noyelles.

Royal S, 2007, *Maintenant*, Paris, Hachette.

Sarkozy N, 2007, *Ensemble*, Paris, X-O. Éd.